



Pour l'abrogation des arrêtés du 17 mars instaurant les groupes de niveau et le choc des savoirs !

Toutes et tous en manifestation le samedi 25 mai !

Le « choc des savoirs » entend bien parachever l'école dessinée depuis 2017 par Jean-Michel Blanquer en décuplant les inégalités scolaires socialement déterminées et en mettant sous tutelle les personnels. Son application signerait la fin du caractère universel du service public d'éducation. Au-delà de la mesure phare exacerbant le tri social via la mise en place de groupes en niveau au collège, l'ensemble de ses mesures forme un tout cohérent visant à stopper toute perspective de démocratisation de l'élévation du niveau de qualification comme d'acquisition de culture commune. Cette logique de tri, déjà présente avec Parcoursup pour l'accès aux études supérieures, viendrait s'inviter non seulement à la fin du collège avec le couperet du brevet et à la fin du primaire lors de la composition des groupes de niveau mais également tout au long de la scolarité. Dès la maternelle, loin d'un quelconque « choc », les savoirs enseignés seraient appauvris, mécanisés et rythmés par des évaluations standardisées. Ces dernières détermineraient, en plus du niveau du groupe fréquenté par la suite au collège, les aides à apporter aux élèves sur les seules matières « fondamentales », en dehors de la classe et dans une logique accrue d'individualisation des réponses aux difficultés, entre redoublement et stage de remise à niveau. Les ravages du « teach to test » dans les systèmes éducatifs de nombreux pays qui le pratiquent depuis des années sont pourtant largement documentés. Mais ce « choc » fait fi des apports de la recherche hormis celui très orienté, parcellaire et donc très contestable du Conseil scientifique de l'Éducation nationale (CSEN), où la démission récente de trois chercheurs et chercheuse mettent en lumière le simulacre de consultation scientifique du CSEN sur les mesures envisagées par le gouvernement. En parallèle, la réforme de la formation initiale des enseignant·es s'inscrit dans cette même logique avec une reprise en main complète par le ministère, évinçant les universités, pour formater les futur·es enseignant·es et mettre ainsi sous contrôle les métiers. Indispensable prérequis pour appliquer un « choc des savoirs » tournant le dos à toute visée émancipatrice ambitieuse. Pour empêcher ce changement de nature de l'école, une effervescence de mobilisations est en cours depuis le 1er février. Journées de grèves nationales, parfois reconduites localement, pétitions unitaires, actions diverses en lien étroit avec les parents d'élèves, notamment lors des nombreuses réunions publiques

organisées en Seine et Marne au retour des vacances de printemps.... Le rejet par l'ensemble de la communauté éducative du « choc des savoirs » et de son tri social est bien ancré.

Voilà pourquoi nos organisations syndicales (FSU-SNUipp77, SNES77, CGT'Education77, Sud Education 77, Sncfo77, SE-UNSA77, SnudiFo77) demandent l'abrogation des arrêtés du 17 mars instaurant les groupes de niveau et le choc des savoirs et l'abandon total de cette réforme.

Elles appellent les enseignant-es et parents d'élèves à se joindre le 25 mai au rassemblement à Melun sur le parvis de la Cité administrative à 10h puis à rejoindre la manifestation parisienne à 13h Sorbonne.

Elles soutiennent toutes les initiatives locales (motions de C.A., motions conseils école-collège, motions en salle des maîtres, boycotts, répartitions alternatives de DHG...) et encouragent les personnels à se réunir, afin de décider collectivement des suites à donner à cette journée de manifestation pour obtenir le retrait.